

Forum Europe – 4 mai 2024

Category: Actualité politique

écrit par jmfouquer | 11 mai 2024

Le 4 mai 2024 à Paris, s'est tenu un Forum-débat pluraliste sous l'intitulé : « L'Europe, parlons-en ! ». Un succès politique montrant qu'à une plus grande échelle, le débat pour l'Europe était possible à l'initiative de la NUPES tout entière, élargie aux forces citoyennes et aux apports intellectuels.

FORUM EUROPE – 4 mai 2024

Par *Marie-Claude Herboux, Roland Merieux, Jean-Claude Mamet, Francis Sitel*. Le 9 mai 2024.

L'Europe, on en a parlé, et aussi de la NUPES

Environ 150 personnes se sont rassemblées pour cette journée. Elles étaient issues de toutes les organisations politiques de la NUPES, de ses soutiens et aussi d'autres composantes qui agissent ensemble pour une alternative de gauche antilibérale et écologiste. Ce type de débat peut être reproduit dans d'autres villes d'ici au 9 juin.

Un forum représentatif

Ont en effet participé aux échanges des personnalités de la NUPES (EELV, France Insoumise, Génération·s, Parti communiste, Parti socialiste) telles que Alexis Corbière, Dieynaba Diop, Raquel Garrido, Jérôme Gleizes, Romain Jehanin, Patrice Leclerc. Mais aussi des représentant·es ou porte-paroles d'Alternative communiste (Marie-Pierre Vieu, ancienne députée européenne), de Allons-Enfants (Nina Morel), de la Gauche démocratique et sociale (Gérard Filoche), de Nouvelle Donne (Pierre Larrouturou, député européen), du NPA L'Anticapitaliste (Manu Bichindaritz, Pénélope Duggan), de PEPS (Marjorie Kettters, Ritchy Thibault), d'ENSEMBLE! (Etienne Adam, Laurence Boffet, Marie-Claude Herboux).

Mais le but n'était pas seulement d'écouter des responsables d'organisations politiques. Il s'agissait aussi de croiser la réflexion avec les apports associatifs, syndicaux, intellectuels dans leur diversité, et également très « politiques ». Étaient ainsi présents : Ian Dufour, Guillaume Duval, Pierre Khalfa, Erwan Lecoeur, Matthieu Leiritz, Ziad Majed, Philippe Marlière, Roger Martelli, Benoît Martin, Jean-Marie Pernot, Catherine Samary, Denis Sieffert, Marie-Christine Vergiat, Patrick Viveret.

Il n'est pas possible de résumer ici le contenu des débats, dont tous les participants ont ressenti la qualité. Ils ont porté sur le diagnostic de l'Europe d'aujourd'hui et les défis posés par les contextes de guerre, de reculs écologiques, d'illibéralisme ou de montée des extrêmes-droite, sans oublier les drames et reculs sociaux accumulés causés par les Traités néolibéraux.

Si ces menaces et ces dangers sont à analyser pour eux-mêmes, il est surtout ressorti de la table ronde finale, la nécessité de déployer ce qu'on peut nommer une méthode de travail pour « *une alternative progressiste* ». Furent mises en exergue les questions démocratiques, l'ouverture au monde et aux migrations, et la nécessité d'un « *contre-récit* » donnant du sens aux exigences, parfois aux colères, et parlant aux imaginaires collectifs des peuples et classes populaires.

Le socle commun NUPES

On a vu qu'existaient des convergences fortes, et aussi de différences et de divergences, y compris sur la manière de construire des compromis. Mais aussi démonstration a été faite qu'il était possible d'en parler de manière respectueuse, en tenant compte des positions de tout le monde. Il a été dit et redit que la NUPES avait un socle commun sur l'Europe, adopté depuis juin 2022, avec, dès ce moment, la mise en évidence de questions problématiques (notion de « *désobéissance* », Ukraine).

Pourquoi alors ne pas avoir réussi à bâtir un rassemblement commun, susceptible de combattre efficacement à la fois la macronie et la montée du RN en France ?

La réponse est sans doute que les organisations priorisent avant tout la mise en avant de leur corpus identitaire, au détriment de l'intérêt commun. Ce qui était déjà le cas avant le verdict de 2022. Il s'agit d'évidents réflexes d'appareils, mais se mêlant à des convictions idéologiques et stratégiques durcies. Il n'est pas toujours simple de faire la part des choses. Ces durcissements identitaires ne sont pas toujours l'apanage des seules « grandes organisations » représentées au Parlement.

Dépasser ces crispations sera tout l'enjeu des débats à venir. Cela nécessite de prendre le temps d'aller à la racine des problèmes et de bien déterminer les priorités dans des contextes que tout le monde décrit comme potentiellement tragiques.

Une force de proposition

Il faut le souligner : ENSEMBLE !, notre (modeste) mouvement politique peut jouer un rôle utile, évidemment en association avec d'autres dans le Collectif de liaison et d'initiative ouvert (CLIO) et avec les forces aspirant à une « alternative anticapitaliste ».

En février 2024, dans une « *Lettre aux ami·es et camarades* » des gauches et de l'écologie, nous avons proposé de « *réaliser un « événement politique » commun avant juin 2024, face à la menace d'extrême-droite et pour l'Europe que nous voulons* ». Il était précisé : « *Nous ne pouvons laisser se dérouler le calendrier des élections européennes sans réaction collective face à une situation préoccupante* ».

Il faut, si possible, amplifier cette première réaction, notamment en explorant toutes les possibilités, dans d'autres villes et régions.

Avec le CLI0, nous avons postulé à participer à la NUPES et regretté son délitement.

Une nouvelle page peut s'ouvrir avec celles et ceux qui ont participé au Forum Europe du 4 mai.